



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Fermeture de l'usine LAT Nitrogen de Grandpuits

Question au Gouvernement n° 1430

Texte de la question

FERMETURE DE L'USINE LAT NITROGEN DE GRANDPUITS

Mme la présidente . La parole est à M. Julien Limongi.

M. Julien Limongi . Le Rassemblement national se réjouit de savoir Cécile Kohler et Jacques Paris libres. C'est un grand soulagement. Nous remercions tous les services diplomatiques qui ont été mobilisés.
(Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.)

À Grandpuits, en Seine-et-Marne, l'usine d'engrais de LAT Nitrogen, où travaillent 115 salariés, fermera cet été. Si on ajoute les emplois indirects et les sous-traitants, c'est tout un tissu économique autour de Nangis que vous abandonnez. Derrière ce chiffre et ce constat, il y a les vies d'hommes et de femmes qui vont perdre leur emploi, souvent sans perspective d'en retrouver un. Face à cela, l'État ne fait rien : pas de réaction, pas de stratégie, pas même un échange avec des salariés qui, pourtant, ont cru en leur usine et se sont battus pour la faire vivre, pour maintenir sa compétitivité malgré toutes les contraintes.

Ce qui arrive à Grandpuits n'est pas un accident, car le décrochage industriel de la France se poursuit. Certes, le contexte international est grave. Mais plus le monde est instable, plus nous devons défendre nos capacités de production. Vous faites exactement le contraire. À Grandpuits, vous laissez fermer une usine stratégique qui produit de l'ammonitrate, c'est-à-dire des engrais utiles à l'agriculture, et de l'alcali, utilisé pour refroidir les centrales nucléaires. Dans le même temps, vous imposez aux industries françaises toujours plus de contraintes – notamment via la taxe carbone – qui alourdissent leurs coûts et les rendent moins compétitives face à leurs concurrents.

Il y a quelques années, vous avez laissé passer cette usine sous pavillon étranger. Demain, la production sera délocalisée en Slovaquie. Voilà le bilan après dix ans de macronisme ! Pourtant, durant la crise du covid, votre gouvernement avait qualifié l'activité de ce site de « vitale pour la nation ». Faut-il comprendre que, pour vous, produire des engrais en France n'est plus stratégique, alors que l'explosion de leur prix étrangle les agriculteurs ?

Vous regardez le navire industriel français dériver, sans jamais reprendre la barre. Pourtant, un pays qui ne produit plus ce dont il a besoin ne maîtrise plus son destin. Allez-vous enfin agir pour Grandpuits, alors que la procédure de licenciement va s'ouvrir demain ? Plus largement, je vous transmets la question simple que m'ont posée les salariés de LAT Nitrogen mobilisés devant leur lieu de travail : combien d'usines comme la leur fermeront, combien d'autres emplois seront sacrifiés avant que vous décidiez enfin de défendre la France et sa souveraineté ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.)*

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique.

M. Roland Lescure, *ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique*. Je vous remercie pour votre question qui va me permettre d'évoquer une situation difficile. Sur les trois usines de Borealis reprises par le groupe tchèque Agrofert il y a un peu plus de trois ans, deux se développent mais, malheureusement, la troisième va devoir fermer. Le site de Grandpuits avait des problèmes de compétitivité, mais je suis particulièrement triste et déçu de sa fermeture à un moment où le monde risque de manquer d'engrais. Cette situation doit nous conduire à nous interroger sur nos politiques de souveraineté dans ce secteur.

Toutefois, je ne peux pas vous laisser dire que l'État ne fait rien. Sébastien Martin, le ministre délégué à l'industrie, en première ligne, a négocié avec Agrofert pour s'assurer que tous les salariés soient aussi bien traités que possible lors de cette fermeture. LAT Nitrogen s'est engagée à mettre en œuvre un plan de sauvegarde de l'emploi exemplaire, intégralement financé et négocié de manière loyale avec les partenaires sociaux. Si vous leur avez parlé, ils vous l'ont sans doute dit. Il comprend des mesures renforcées d'accompagnement et de reclassement des salariés. L'entreprise s'inscrit également dans une démarche sérieuse de réindustrialisation du site, contribution essentielle à la revitalisation du territoire que vous représentez. Enfin, elle a pris l'engagement de sécuriser le site et de le remettre en état.

Je ne peux donc pas vous laisser avancer que l'État ne fait rien, qu'il laisse tomber ce territoire. Je suis d'accord avec vous pour dire que toute fermeture d'une entreprise est une catastrophe. En revanche, vous devriez reconnaître que nous avons tout fait pour accompagner les salariés, le territoire et le site industriel sur les voies de la reprise.

M. Alexandre Dufosset. Donc tout va bien...

Données clés

Auteur : [M. Julien Limongi](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (4^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1430

Rubrique : Entreprises

Ministère interrogé : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Ministère attributaire : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 8 avril 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 8 avril 2026